

Le centre droit se fissure et coule le bonus d'un milliard

FORMATION • *Au National, l'alliance née en commission avec le PS explose. La majorité des PDC et PLR vote le crédit de l'exécutif, plus restrictif.*

PHILIPPE BOEGLIN

La vérité d'hier n'est pas forcément celle d'aujourd'hui. Les conseillers nationaux membres de la commission de l'éducation en ont fait l'expérience hier lors des débats sur le crédit d'encouragement à la formation, recherche et innovation pour 2017-2020. Le consensus qu'ils avaient forgé en commission, allant de la gauche au PLR, s'est totalement liquéfié au plénum. Il a emporté dans sa chute la hausse d'un milliard de francs qu'il voulait injecter au projet du Conseil fédéral. L'enveloppe en reste donc à environ 26 milliards.

«Cela nous désespère de voir que le parlement choisit d'économiser dans le secteur clé de ce pays», a réagi à chaud le Vaudois Fathi Derder (plr). Un peu plus tôt, son coreligionnaire Christian Wasserfallen (BE) avait vainement lancé un appel durant les débats: «Faites s'il vous plaît un effort! Nous n'aurons pas de formation et de recherche fortes si nous ne lui fournissons pas les moyens nécessaires.»

Christine Bulliard-Marbach (pdc, FR) en a mis du sien. «Il n'y a qu'une chose qui coûte plus cher que la formation, c'est l'absence de formation. N'oublions pas que la matière grise, c'est notre pétrole.» Sans succès.

La cause de l'échec ne doit pas être cherchée bien loin: une majorité des élus PDC et PLR n'ont pas soutenu leurs collègues de parti de la commission de la science et de l'éducation. Additionnées à celles de l'UDC, leurs voix ont sabordé les trois principales augmentations proposées pour la formation professionnelle, les Ecoles polytechniques fédérales (EPF) et les universités et hautes écoles, dotées chacune de quelque 300 millions de francs.

La frilosité des libéraux-radicaux ne manque pas d'étonner: leurs quatre membres de la commission se réclament en effet de tendances plutôt différentes. On aurait donc pu en déduire que l'harmonie trouvée par le Vaudois Fathi Derder, Hans-Ulrich Bigler (ZH), Christoph



«Cela désespère de voir que le parlement économise dans le secteur clé de ce pays», a réagi Fathi Derder. KEYSTONE

Eymann (BS) et Christian Wasserfallen (BE) allait suffire à convaincre la grande majorité du groupe. «Le PLR a agi en tant que garant de la santé des finances fédérales, ce qui est compréhensible. Mais je trouve dommage de faire de la politique avec une machine à calculer», lâche Fathi Derder.

Un feuilletton similaire s'est joué au sein du groupe PDC. Là aussi, la majorité des conseillers nationaux n'a pas suivi les recommandations des quatre démocrates-chrétiens siégeant dans la commission de l'éducation. «Il ne faut pas y voir un signal contre la formation et la recherche. Mais les économies voulues par le Conseil fédéral dans son programme de stabilisation prévalent», explique Fabio Regazzi (TI).

Les partisans de l'orthodoxie financière ont fait valoir que le domaine de la formation, recherche et innovation bénéficiait déjà d'une croissance annuelle des dépenses de 2%. «Avoir de l'argent sur son compte en banque ne constitue pas un gage d'intelligence ou de réussite», a lancé en plénière Peter Keller (udc, NW). Contrairement au PLR et au PDC, l'UDC a proposé à maintes reprises de raboter l'enveloppe soumise par le Conseil fédéral. Mais elle s'est retrouvée totalement isolée.

A gauche, les justifications financières avancées par le PLR et le PDC lais-

sent Jean-François Steiert (ps, FR) perplexe. «C'est plutôt une question de priorité. Les mêmes partis consentent à des largesses fiscales salées dans la réforme de l'imposition des entreprises ou relèvent le budget de l'armée.» Le Fribourgeois voit un arrière-fond idéologique dans l'attitude d'une partie du centre droit. «La droite dure veut isoler la droite pragmatique. Pour beaucoup, l'alliance trouvée en commission entre le PS, le PDC et le PLR était inacceptable.»

La commission avait en effet relevé que les 2% de croissance annuelle du budget ne suffiraient pas à couvrir les besoins, qui augmentent également. «On attribue sans arrêt de nouvelles missions à nos institutions. Par exemple, les EPF doivent explorer les technologies propres (cleantech), le «Big Data» et la médecine personnalisée», souligne Christine Bulliard-Marbach. Les cantons étaient eux aussi intervenus, en vain. Le Conseil des Etats pourrait leur prêter une oreille plus attentive. I